

Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 003/2015

Le Chef de Police
le 17/07/2015



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 105-Période du 1^{er} DECEMBRE au 31 DECEMBRE 2014

DECISIONS

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant 3 au lot 3 « Véhicules à
moteur » du marché « Assurances pour la Commune »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant, faisant état du parc de véhicules arrêté au 31 décembre 2014 et fixant de façon définitive la cotisation due au titre de l'année 2014,

DECIDE S/N°150-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant n°3 au lot 3 « Véhicules à moteur » du marché « Assurances pour la Commune », fixant le nombre de véhicules assuré au 31 décembre 2014 à 51.

Soit la vente de 5 véhicules, l'achat d'un véhicule et la location d'un véhicule, pour un ajustement de la cotisation 2014 fixé à - 81.24 € HT (- 128.57 € TTC).

La cotisation 2014 est ainsi arrêtée au montant global de 22 814.01 € HT.

Cet avenant n'a pas pour but de modifier le taux de rémunération initialement fixé au marché, mais d'en fixer définitivement l'assiette (ceci ayant une répercussion sur le montant de la cotisation due).

ARTICLE 2

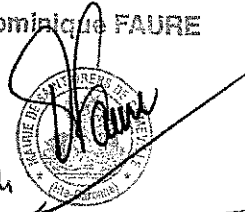
La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 3 décembre 2014

Par délégation du Conseil Municipal,

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 4/12/2014
Et publication, affichage ou notification le



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE
COLUMBARIUM

Concession n° : 446
Emplacement : 20

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la décision n°144/2014 portant renouvellement de la concession quinquennale dans le columbarium du cimetière de Ninaret case 20, en faveur de **M. et Mme PROUPECH Henri** demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 6 rue du Parc,

Considérant l'erreur dans le nom du concessionnaire, il convient de retirer pour illégalité la décision n°144/2014, afin de prendre une nouvelle décision de renouvellement de concession au profit de M. et Mme PROUPECH

DECIDE S/N° 151/2014

Article 1 - De retirer pour illégalité la décision n°144/2014

Article 2 - D'accorder, dans le cimetière de NINARET-COLUMBARIUM, au nom de M. et Mme PROUPECH Henri, et à l'effet de renouveler la sépulture particulière à vocation Individuelle :

une **CONCESSION QUINZENAIRE**

à compter du 12 avril 2014

Article 3 - Cette concession est accordée à titre de **concession renouvelée**, moyennant la somme totale de **480,00 €**.

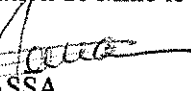
Article 4 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 5 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le - 5 DEC. 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire


M. ALAIN MASSA
Adjoint au Maire aux finances
et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

- 5 DEC. 2014

VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
24° ALINEA

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION ATLAS
(Association Territoires Logement et Analyses Sociales)

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire
par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités
territoriales.

Considérant l'intérêt pour la commune de renouveler l'adhésion à l'association ATLAS.

DECIDE S/N° 152/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2015 l'adhésion de la Commune à l'association ATLAS et de payer la
cotisation annuelle correspondante d'un montant de cinq cent Euros (500 €).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil
Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil
des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 1^{er} décembre 2014

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 3/12/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant 1 au lot 2 « audit
organisationnel » du marché
« Audit financier et organisationnel »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 153-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant 1 au lot 2 « Audit organisationnel » du marché « Audit financier et organisationnel », ayant pour objet :

- D'ajouter les prestations suivantes, à celles décrites dans le marché initial :
 - Formalisation des politiques publiques (durée d'exécution : 0.5 jour),
 - Ligne éditoriale des politiques publiques (durée d'exécution : 0.5 jour),
 - Formation à l'élaboration des projets de Direction (durée d'exécution : 1 jour).

Le montant des prestations supplémentaires décrites ci-dessus est de 1 900 € HT, réparti entre les membres du groupement comme suit :

- 70 % pour la Commune, soit un montant de 1 330 € HT,
- 30 % pour le CCAS, soit un montant de 570 € HT.

- De prolonger le délai d'exécution des prestations jusqu'au 31 décembre 2014.

Les autres dispositions du marché restent inchangées.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 28 novembre 2014

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,
Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, logement et

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

Portant signature du marché

« Reprographie et tirage de plans »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 154-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Reprographie et tirage de plans », à savoir celle présentée par la société REPROCOLOR 31.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2015, pour un montant minimum de 3 000 € HT et un montant maximum de 20 000 € HT.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 3 décembre 2014

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,
Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 6/12/14
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Prestation de
traiteur pour les vœux de la Municipalité »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 155-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Prestation de traiteur pour les vœux de la Municipalité », à savoir celle formulée par la société C et N Traiteur, pour un montant par personne de 24 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le *11 décembre 2014*

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Alain MASSA,
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème alinéa

Portant signature de l'avenant 4 au marché « assistance à la mise
en place de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure pour la
Commune de St Orens de Gameville »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 156-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant 4 au marché « Assistance à la mise en place de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) pour la Commune de St Orens de Gameville », déterminant l'assiette et la rémunération au titre de l'année 2014.

- L'assiette (montant estimé des recettes des enseignes et des panneaux) pour l'année 2014 est fixée à 121 885 €.
 - Conformément aux dispositions de l'avenant 3, le montant de la rémunération pour l'année 2014 se calcule en appliquant à l'assiette le taux de rémunération de 14.50 %.
- Soit un montant de rémunération de 17 673.33 € HT.**

Les dispositions du marché restent inchangées.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 décembre 2014

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Prestations
d'enseignement musical »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 157-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Prestations d'enseignement musical », à savoir celle formulée par la SEM Altigone, pour un montant forfaitaire de 40 104 € HT par an (48 125 € TTC).

Le marché est conclu pour une durée de un an, à compter du 1^{er} janvier 2015, reconductible une fois dans les mêmes conditions.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le *10 décembre 2014*

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et
Commande publique

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant 3
au lot 6 « Véhicules à moteur Autocars »
du marché « Assurances pour la Commune »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant, faisant état du parc de véhicules à moteur Autocars arrêté au 31 décembre 2014 et fixant de façon définitive la cotisation due au titre de l'année 2014,

DECIDE S/N°158-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant n°3 au lot 6 « Véhicules à moteur Autocars » du marché « Assurances pour la Commune », fixant le nombre de véhicules assuré au 31 décembre 2014 à 5.

Soit la location d'un véhicule et la vente d'un véhicule, pour un ajustement de la cotisation 2014 fixé à - 307.98 € HT (- 350.77 € TTC).

La cotisation 2014 est ainsi arrêtée au montant global de 7 605.24 € HT.

Cet avenant n'a pas pour but de modifier le taux de rémunération initialement fixé au marché, mais d'en fixer définitivement l'assiette (ceci ayant une répercussion sur le montant de la cotisation due).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 24 décembre 2014

Par délégation du Conseil Municipal,

Madame le Maire
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 30/12/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant 4
au lot 6 « Véhicules à moteur Autocars »
du marché « Assurances pour la Commune »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant, faisant état du parc de véhicules à moteur Autocars arrêté au 31 décembre 2014 et fixant de façon définitive la cotisation due au titre de l'année 2014,

DECIDE S/N°159-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant n°4 au lot 6 « Véhicules à moteur Autocars » du marché « Assurances pour la Commune », fixant le nombre de véhicules assuré au 31 décembre 2014 à 6.

Soit la location d'un véhicule et l'achat d'un véhicule, pour un ajustement de la cotisation 2014 fixé à 256.15 € HT (281.22 € TTC).

La cotisation 2014 est ainsi arrêtée au montant global de 9383.34 € HT.

Cet avenant n'a pas pour but de modifier le taux de rémunération initialement fixé au marché, mais d'en fixer définitivement l'assiette (ceci ayant une répercussion sur le montant de la cotisation due).

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 24 décembre 2014

Par délégation du Conseil Municipal,

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 30/12/2014
Et publication, affichage ou notification le

ARRETES

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE
DE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ET DU C.C.A.S**

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08/07/14 fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens de Gameville,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CCAS, en date du 23/05/14, fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens,

Vu l'arrêté municipal n° 23156 en date du 27/05/14, portant désignation de cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants de la collectivité au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S

Vu l'arrêté municipal n° 23209 en date du 10/06/14, portant désignation du Président du Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Vu les résultats du scrutin portés sur le procès-verbal établi le 04/12/14 à l'issue des élections des représentants du Personnel au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'article 1 de l'arrêté n° 23651 portant composition du Comité Technique de la Ville et du CCAS de Saint-Orens de Gameville,

ARRETONS SOUS N° 23668

La composition du Comité Technique est établie ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 : Représentants titulaires de la Collectivité :

Madame Dominique FAURE, Maire de Saint-Orens de Gameville

Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint

Madame Colette CROUZEILLES, Adjointe au Maire

Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale

Madame Aude LUMEAU-PRECEPTIS, Conseillère Municipale

Représentants suppléants de la Collectivité :

Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, Adjoint au Maire

Monsieur Serge JOP, Adjoint au Maire

Monsieur David RENVAZÉ, Conseiller Municipal

Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal

Monsieur Claude MERONO, Conseiller Municipal

ARTICLE 2 : Représentants titulaires du Personnel :

Madame Véronique LABARRIERE, CGT
Madame Yamina TAMAAZAIA, CGT
Madame Valérie AMILLASTRE, FO
Monsieur Jean-François ROBIC, CFDT
Madame Béatrice MARIN, CFDT

ARTICLE 2 : Représentants suppléants du Personnel :

Madame Maryse VIVE-LESPERANCE, CGT
Monsieur Patrice CHELOT, CGT
Madame Patricia MALGRAS, FO
Monsieur Thierry ALBERT, CFDT
Madame Véronique ESTANO, CFDT

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 31 décembre 2014

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 05.01.15

Affichage le :

Publication le :

Notification le :

**ARRETE MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

20 Rue du Bousquet

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 8ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 15 décembre 2014 de l'entreprise :
CISE TP 19 impasse Didier Daurat, 31400 Toulouse, pour le compte de :
Communauté Urbaine Toulouse Métropole, service assainissement, 1 place de la Légion d'Honneur 31505 TOULOUSE
- Vu** l'autorisation d'exécuter les travaux délivrée sous le n° T14SOG06840 par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole le 15/12/14

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux, de raccordement du réseau d'eaux usées, effectués par l'entreprise CISE TP, 20 rue du Bousquet, en agglomération, il y a lieu momentanément de modifier la circulation sur cette voie :

ARRETONS sous N° 23667

ARTICLE 1

- la circulation sera alternée par feux tricolores ou piquets K10
- le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier,
- la sécurité des piétons et des cycles devra être systématiquement assurée.

Durée des travaux:
05 au 16 janvier 2015

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'entreprise **CISE TP** sera mise en place, entretenue par cette dernière, sous le contrôle de la Commune et maintenue de jour comme de nuit.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 134 du Livre 1 huitième partie de la signalisation temporaire toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOR EN471. Le non-respect de cette mesure entraînera l'exclusion du chantier de la personne non protégée.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

L'entreprise **CISE TP** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

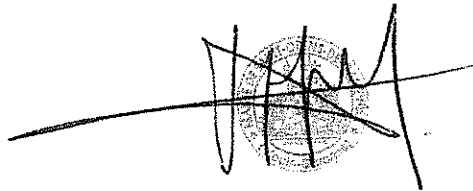
ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 30 décembre 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le **NEANT**
Et publication, affichage ou notification le **05 JAN. 2015**



**ARRETE MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

45 avenue de Gameville

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 15 décembre 2014 de l'entreprise :
CISE TP 19 impasse Didier Daurat, 31400 Toulouse, pour le compte de :
Communauté Urbaine Toulouse Métropole, service assainissement, 1 place de la Légion d'Honneur 31505 TOULOUSE
- Vu** l'autorisation du Conseil Général de la Haute-Garonne N° 2014506193 en date du 27 novembre 2014
- Vu** l'arrêté préfectoral permanent N° AP-2012

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux, de raccordement du réseau d'eaux usées, effectués par l'entreprise CISE TP, 45 avenue de Gameville, en agglomération, il y a lieu momentanément de modifier la circulation sur cette voie ;

ARRETONS sous N° 23658

ARTICLE 1

- la circulation sera alternée par feux tricolores ou piquets K10 conformément à l'avis préfet joint
- le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier,
- la sécurité des piétons et des cycles devra être systématiquement assurée.

**Durée des travaux:
05 au 09 janvier 2015
entre 9h et 16h**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'entreprise **CISE TP** sera mise en place, entretenue par cette dernière, sous le contrôle de la Commune et maintenue de jour comme de nuit.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 134 du Livre 1 huitième partie de la signalisation temporaire toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOR EN471. Le non-respect de cette mesure entraînera l'exclusion du chantier de la personne non protégée.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

L'entreprise **CISE TP** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

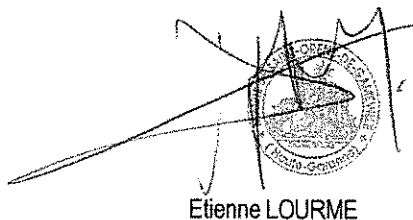
ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 19 décembre 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tél. : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ABROGATION D'UN ARRETE MUNICIPAL RELATIF AU PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN DE DEUXIEME CATEGORIE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.211-13-1 et D.211-3-2 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°23059 accordée à Monsieur JOP – 5^{ème} adjoint.

Considérant que l'évaluation comportementale effectuée le 23 novembre 2009 par un vétérinaire comportementaliste habilité à pratiquer l'évaluation comportementale prévue au II de l'article L. 211-13-1 du Code rural et de la pêche maritime, mentionne que l'animal doit être à nouveau évalué dans un délai de dix-huit mois compte tenu du changement du contexte familial, et qu'à ce jour la propriétaire ne s'est pas manifestée ;

Considérant de plus que l'arrêté municipal n°21679 en date du 26 octobre 2012 n'a pas été notifié au propriétaire ;

Considérant que pour l'ensemble de ces raisons il convient d'abroger l'arrêté municipal n°21679 en date du 26 octobre 2012.

ARRETONS sous le n°23657

ARTICLE 1er

Est abrogé à compter de la publication du présent arrêté municipal, l'arrêté municipal n°21679 en date du 26 octobre 2012 relatif au permis de détention d'un chien de deuxième catégorie.

ARTICLE 2

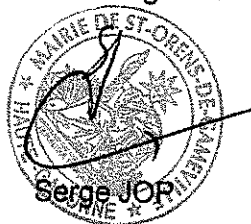
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera publié au Registre des Actes Administratifs de la commune.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 18 décembre 2014.

Le Maire,
Par délégation



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Et publication, le : 08 janvier 2015.



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT DELIVRANCE D'UN
PERMIS DE DETENTION
D'UN CHIEN DE 2^{EME} CATEGORIE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.211-1 et suivants, R.211-3-1 à R.211-7 et D.211-3-1 et suivants,

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

Vu l'arrêté interministériel du 27 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2011, dressant pour le département de la Haute-Garonne, la liste des vétérinaires habilités à pratiquer l'évaluation comportementale prévue au II de l'article L.211-163-1 du code rural et de la pêche maritime,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 13 juin 2013, portant agrément des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins, ainsi que sur la prévention des accidents,

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°23059 accordée à Monsieur JOP – 5^{ème} adjoint,

Vu la demande de permis de détention formulée par : Monsieur MASSE Guy
Domicilié : 04, avenue du Lauragais – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Considérant que le chien : ISKO,

Né le : 16/12/2013 de race rottweiler (Inscrit au LOF)

Appartenant à la : 2^{ème} catégorie.

N° de puce : 250269606094638.

Considérant que monsieur MASSE Guy a fourni avec sa demande les pièces justifiant :

- A) De l'identification du chien dans les conditions prévues à l'article L.212-10 du code rural et de la pêche maritime.
- B) De la vaccination antirabique du chien valable 1 an à compter du 17 mars 2014 ; le support de cette vaccination antirabique est le passeport communautaire pour animal de compagnie.
- C) D'une assurance valable jusqu'au 01 mai 2015 garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur du chien pour les dommages causés aux tiers par l'animal.
- D) De l'obtention, par le propriétaire ou le détenteur de l'animal, de l'attestation d'aptitude mentionnée au I de l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.
- E) De l'évaluation comportementale du chien prévue au II de l'article L.211-13-1 du code rural et de la pêche maritime.

Considérant que le propriétaire ou le détenteur du chien n'est pas une personne mentionnée à l'article L.211-13 du code rural et de la pêche maritime.

ARRETONS sous le n°23656

ARTICLE 1^{er}

Le permis de détention prévu à l'article L.211-14 du code rural et de la pêche maritime est délivré à :

Nom : MASSE Prénom : Guy Né le : 06/08/1956 à Toulouse (31).

Qualité : Propriétaire de l'animal ci-après désigné.

Adresse ou domiciliation : 04, avenue du Lauragais – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurance : AXA. Numéro de contrat : 1316271904, valide jusqu'au 01/05/2015.

Détenteur de l'attestation d'aptitude délivrée le : 11 novembre 2009.
Par : LEVIEUX Roland qui figure sur une liste publiée par arrêté préfectoral.

Pour le chien ci-après identifié :

Nom (facultatif) : ISKO

Race ou type : Rottweiler

N° de pédigrée si le chien est inscrit au Livre des origines français (facultatif) : LOF 2.ROT
87457/0

Catégorie : 2^{ème}.

Date de naissance : 16/12/2013.

Sexe : Mâle.

N° de puce : 250269606094638

implantée le : 05/02/2014

Vaccination antirabique effectuée le : 17/03/2014 par : clinique vétérinaire Croix du Sud –
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Evaluation comportementale effectuée le : 05/09/2014 par le Docteur vétérinaire : DIAZ Christian
– 31130 BALMA qui figure sur une liste publiée par arrêté préfectoral et qui classe le chien en
niveau : 1/4.

ARTICLE 2

La validité du présent permis est subordonnée au respect par son titulaire mentionné à l'article 1^{er} de la validité permanente, de l'assurance garantissant la responsabilité civile de ce dernier pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers, du suivi des évaluations comportementales lorsque de besoin, et de la vaccination antirabique du chien.

ARTICLE 3

En cas de changement de commune de résidence du titulaire du présent permis, le permis de détention devra être présenté à la mairie du nouveau domicile.

ARTICLE 4

Le numéro et la date de délivrance du présent permis de détention sont mentionnées dans le passeport européen pour animal de compagnie prévu par le règlement du Parlement européen et du Conseil n°998/2003 du 26 mai 2003 délivré pour le chien mentionné à l'article 1^{er}.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 7

Une ampliation du présent arrêté est notifiée au titulaire du permis de détention mentionné à l'article 1^{er}.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 18 décembre 2014.

Le Maire,
Par délégation


Serge JOP

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT

Et notification au demandeur du permis de détention, le : 31 décembre 2014



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur BRACHET David, Président de SOBAD, domicilié 198, rue Max Planck – 31671 LABEGE ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Salles Lauragais/Liège – à l'occasion du LOTO qui aura lieu du 03 janvier 2015 à 20 heures au 04 janvier 2015 à 00h30.

Le...02/10/1/2015.....

ARRETE DU MAIRE N° 23655

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23059 du 14 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, cinquième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par BRACHET David, Président de SOBAD, domicilié 198, rue Max Planck – 31671 LABEGE

Article unique :

BRACHET David, Président de SOBAD, domicilié 198, rue Max Planck – 31671 LABEGE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Salles Lauragais/Liège – à l'occasion du LOTO qui aura lieu du 03 janvier 2015 à 20 heures au 04 janvier 2015 à 00h30.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,
Le 18 décembre 2014.

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 02 janvier 2015.

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Madame Dominique FAURE
Maire

**ARRETE PORTANT DESIGNATION DES
MEMBRES DU COMITÉ D'HYGIENE, DE
SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE
LA COMMUNE ET DU CCAS DE SAINT-ORENS DE
GAMEVILLE**

Madame le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 8 juillet 2014 portant création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) commun aux services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville, fixant à cinq le nombre des représentants titulaires de la collectivité et à cinq le nombre des représentants titulaires du personnel ainsi qu'un nombre égal de suppléants dans chacun des collèges.

Vu les résultats des élections professionnelles en date du 4 décembre 2014,

Vu l'arrêté n°23640 en date du 10 décembre 2014 fixant la liste des organisations syndicales pouvant désigner des représentants au CHSCT, le nombre de sièges auquel chacune a droit ainsi que fixant le délai laissé aux organisations syndicales pour communiquer les noms des représentants au mercredi 17 décembre 2014 à 16h.

Considérant que le procès verbal des élections professionnelles du 4 décembre 2014 clos le 4 décembre 2014 à 18h05 a donné les résultats suivants :

- C.G.T des Territoriaux de Saint-Orens : 2 sièges de titulaires (2 sièges de suppléants)
- C.F.D.T Mairie de Saint-Orens de Gameville : 2 sièges de titulaires (2 sièges de suppléants)
- F.O du Personnel de la Ville de Saint-Orens : 1 siège de titulaire (1 siège de suppléant).

Considérant que les organisations syndicales ont été informées, par arrêté affiché le 10 décembre 2014 et notifié le 10 décembre 2014, du nombre de représentants à désigner au CHSCT et du délai dont le terme a été fixé au mercredi 17 décembre 2014 à 16h.

Considérant les désignations proposées par les organisations syndicales.

ARRETONS SOUS N° 23654

ARTICLE 1

Sont désignés représentants titulaires de la collectivité au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour les services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville :

Madame Dominique FAURE, Maire,
Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint, Président du C.H.S.C.T
Monsieur Jean FARENC, Conseiller municipal
Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère municipale
Monsieur Jean-Pierre GODFROY, Conseiller municipal

Sont désignés représentants suppléants de la collectivité au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour les services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville :

Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, Adjoint au Maire
Madame Carole FABRE-CANDEBAT, Ajointe au Maire
Madame Christelle POIRIER, Conseillère municipale
Monsieur David RENVAZÉ, Conseiller municipal
Monsieur Marc MOREAU, Conseiller municipal

ARTICLE 2

Sont désignés représentants titulaires du personnel au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour les services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville :

Syndicat C.G.T des territoriaux de Saint-Orens :

Madame Michelle PY, Adjoint technique principal 2^{ème} classe
Madame Yamina TAMAAZALA, Adjoint administratif 2^{ème} classe

Syndicat C.F.D.T de la Ville de Saint-Orens de Gameville :

Madame Véronique ESTANO, Adjoint administratif 1^{ère} classe
Monsieur Jean-Michel GUICHARD, Chef de police municipale

Syndicat F.O du Personnel territorial de Saint-Orens :

Monsieur Ludovic FLORENTIN, Adjoint technique 2^{ème} classe

Sont désignés représentants suppléants du personnel au sein Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour les services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville :

Syndicat C.G.T des territoriaux de Saint-Orens :

Madame Séverine MURAT, ATSEM 1^{ère} classe
Madame Sandrine ROSSO, Adjoint technique 2^{ème} classe

Syndicat C.F.D.T de la Ville de Saint-Orens de Gameville :

Madame Corinne FAVIER, Adjoint administratif 2^{ème} classe
Madame Nadine MICHELIN, Assistante de conservation principale de 1^{ère} classe du patrimoine et des bibliothèques

Syndicat F.O du Personnel territorial de Saint-Orens :

Monsieur Michel GAJAN, Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives 1^{ère} classe

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 18 décembre 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le :	22 DEC. 2014
Affichage le	22 DEC. 2014
Publication le :	

Demande déposée le 25/06/2014

Par :	Monsieur ROQUES Bernard
Demeurant à :	AVENUE DE REVEL 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Aménager un restaurant dans un bâtiment existant
Sur un terrain sis à :	1 CHEMIN DE PAILLES AZ 1

N° PC 031 506 14 00022Surface de plancher
créée : 325 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 0

Destination : Commerce et
habitation**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le complément de dossier déposé le 22/10/2014,

Vu l'avis favorable en date du 07/07/2014 du Conseil Général de la Haute Garonne - Secteur Routier assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 09/07/2014 du service E.R.D.F.,

Vu l'avis en date du 30/07/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 04/08/2014 du SICOVAL - Service Eau et Assainissement, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émis par procès-verbal en date du 07/08/2014,

Vu l'avis défavorable de la sous-commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées en date du 19/09/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'autorisation de travaux tacite en date 25/11/2014,

ARRETE N° 23 653

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau et du SICOVAL - Service Eau et Assainissement avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

.../...

ARTICLE 6 : PARTICIPATIONS FINANCIERES LIEES A LA REALISATION DU PROJET
En application des dispositions du § 2 des articles L 332-6 et L332-6-1 du Code de l'Urbanisme, le bénéficiaire de la présente autorisation devra s'acquitter du versement des contributions suivantes :
• **7104,08 euros** au titre de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

Le 22 DEC. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Demande déposée le 04/12/2014**N° PA 031 506 14 00001 M01**

Par :	SARL BUDGECOM	
Demeurant à :	20 IMPASSE CAMILLE LANGLADE 31100 TOULOUSE	
Représenté par :	Monsieur BERNADAS Pascal	
	Réaliser la vente par anticipation de lots et différer les travaux de finitions	
Pour :	CHEMIN DU CAOUSSE	CD 49
Sur un terrain sis à :	SARL BUDGECOM	

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de lots : 2

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis d'aménager modificative,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants et R 442-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis d'aménager n° PA 31 506 14 00001 délivré le 04/03/2014 au bénéfice de la SARL BUDGECOM, représentée par Monsieur BERNADAS Pascal,

Vu la demande de vente par anticipation des lots autorisés dans le cadre du permis d'aménager susvisé et de différer l'exécution des travaux de finitions, présentée en date du 02/12/2014,

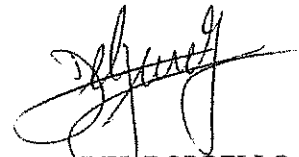
Vu l'attestation de garantie d'achèvement des travaux reçue le 07/01/2015, délivrée par la Direction des Finances Publiques du Lot – Caisse des dépôts,

Vu l'engagement du demandeur en date du 03/12/2014 de terminer l'ensemble des travaux de finitions au plus tard le **31/01/2015**,**ARRETE N° 23 652****ARTICLE 1** : La SARL BUDGECOM, représentée par Monsieur BERNADAS Pascal, est autorisée à procéder à la vente des lots par anticipation en application de l'article R.442-13 du Code de l'urbanisme.**ARTICLE 2** : L'exécution différée des travaux de finitions des lots est accordée.**ARTICLE 3** : Les travaux de finitions, objet de la demande de permis d'aménager modificative n° PA 31.506.14.00001 01 susvisée devront être achevés au plus tard le **31/01/2015**.**ARTICLE 4** : A compter du 31/01/2015, l'organisme garant susvisé devra en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, mettre les sommes nécessaires au financement des travaux à la disposition de l'une des personnes visées à l'article R 442-16 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 : Les permis de construire ne pourront être délivrés pour des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre du lotissement, qu'après délivrance du certificat prévu à l'article R 442-18 b) de Code de l'Urbanisme.

Le 15 JAN 2015

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

.../...

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

☎ Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE

Maire

ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE DE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ET DU C.C.A.S

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08/07/14 fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens de Gameville,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CCAS, en date du 23/05/14, fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens,

Vu l'arrêté municipal n° 23156 en date du 27/05/14, portant désignation de cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants de la collectivité au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S

Vu l'arrêté municipal n° 23209 en date du 10/06/14, portant désignation du Président du Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Vu les résultats du scrutin portés sur le procès-verbal établi le 04/12/14 à l'issue des élections des représentants du Personnel au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

ARRETONS SOUS N° 23651

La composition du Comité Technique est établie ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 : Représentants titulaires de la Collectivité :

Madame Dominique FAURE, Maire de Saint-Orens de Gameville

Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint

Madame Colette CROUZEILLES, Conseillère Municipale

Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale

Madame Aude LUMEAU-PRECEPTIS, Conseillère Municipale

Représentants suppléants de la Collectivité :

Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, Adjoint au Maire

Monsieur Serge JOP, Adjoint au Maire

Monsieur David RENVAZÉ, Conseiller Municipal

Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal

Monsieur Claude MERONO, Conseiller Municipal

ARTICLE 2 : Représentants titulaires du Personnel :

Madame Véronique LABARRIERE, CGT
Madame Yamina TAMAAZAIA, CGT
Madame Valérie AMILLASTRE, FO
Monsieur Jean-François ROBIC, CFDT
Madame Béatrice MARIN, CFDT

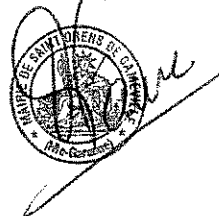
ARTICLE 2 : Représentants suppléants du Personnel :

Madame Maryse VIVE-LESPERANCE, CGT
Monsieur Patrice CHELOT, CGT
Madame Patricia MALGRAS, FO
Monsieur Thierry ALBERT, CFDT
Madame Véronique ESTANO, CFDT

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 16 décembre 2014

Madame le Maire
Dominique FAURE



Arêté rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 30/12/14
Affichage le :
Publication le :
Notification le :

Demande déposée le 11/12/2014

Par :	Monsieur ALBOUY Maxime
Demeurant à :	18 BOULEVARD GRIFFOUL DORVAL 31400 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	39 RUE DU BOUSQUET BN°247

N° PC 031 506 12 00047

Surface de plancher
créée : 210 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1200047 délivré le 05/02/2013,

Vu la lettre en date du 11/12/2014 demandant que soit retiré le permis de construire susvisé,

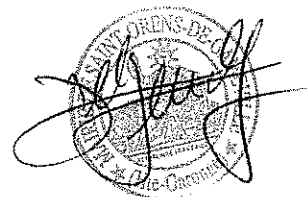
CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,

ARRETE N° 23 646

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire n° 031 506 1200047 délivré le 05/02/2013 est **RETIRE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 16 DEC. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 DEC. 2014

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.



**ARRETE POUR OCCUPATION PRIVATIVE SANS
EMPRISE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

Place de la Poste

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213- 6 et R. 2241-1
- Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants
- Vu** le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 06 novembre 2014 de l'entreprise :
GRANIOU 35 chemin des Tournesols 31130 QUINT - FONSEGRIVES

Considérant qu'en raison de travaux sur le bâtiment de la Poste, il est nécessaire d'autoriser le stationnement d'une grue nacelle élévatrice au niveau du n° 10b, place de la poste

ARRETONS sous N° 23645

ARTICLE 1 :

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers
- Le trottoir sera occupé
- La circulation sera restreinte mais l'accès aux propriétés riveraines devra être maintenu durant la période d'occupation du domaine public indiquée ci-dessous.

Les 16 et 17 décembre 2014

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

Il appartient au pétitionnaire de réserver l'emplacement nécessaire au stationnement de son matériel

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément aux articles R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie sera adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 12 décembre 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



Madame Dominique FAURE
Maire

**ARRETE PORTANT DESIGNATION DES
ORGANISATIONS SYNDICALES APPELEES A
DESIGNER DES MEMBRES AU COMITÉ
D'HYGIENE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS
DE TRAVAIL DE LA COMMUNE ET DU CCAS DE
SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Madame le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 juillet 2014 portant création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) commun aux services de la commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville, et fixant à cinq le nombre des représentants titulaires de la collectivité et à cinq le nombre des représentants titulaires du personnel ainsi qu'un nombre égal de suppléants dans chacun des collèges.

Vu les résultats des élections professionnelles en date du 4 décembre 2014,

Conformément au procès verbal établi le 4 décembre 2014 par le bureau de vote unique, Considérant que les élections professionnelles du 4 décembre 2014 ont donné les résultats suivants :

Syndicat C.G.T des Territoriaux de Saint-Orens : 2 sièges

Syndicat CFDT Mairie de Saint Orens de Gameville : 2 sièges

Syndicat F.O du personnel de la Ville de Saint-Orens : 1 siège

ARRETONS SOUS N° 23640

ARTICLE 1

Au vu des résultats des élections professionnelles au comité technique, les organisations suivantes sont appelées à désigner des représentants devant siéger au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour les services de la Commune et du CCAS de Saint-Orens de Gameville :

Syndicat C.G.T des Territoriaux de Saint-Orens

Syndicat C.F.D.T Mairie de Saint-Orens de Gameville

Syndicat F.O du Personnel territorial de Saint-Orens

ARTICLE 2

Le nombre de représentants à désigner est le suivant :

C.G.T des Territoriaux de Saint-Orens est appelé à désigner **2** membres titulaires et 2 membres suppléants.

C.F.D.T Mairie de Saint-Orens de Gameville est appelé à désigner **2** membres titulaires et 2 membres suppléants.

F.O Personnel territorial de la Ville de Saint-Orens est appelé à désigner **1** membre titulaire et 1 membre suppléant.

ARTICLE 3

Les organisations syndicales mentionnées à l'article 1^{er} sont invitées à désigner autant de représentants que le nombre de représentants indiqué à l'article 2 du présent arrêté avant le **mercredi 17 décembre 2014** à 16h auprès de Madame le Maire, au bureau du Service Formation/ Coordination Sécurité-Prévention.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune et notifié aux intéressés.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 10 DEC. 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 10 DEC. 2014
Affichage le : 10 DEC. 2014
Publication le :
Notification le :

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Fabien JACQUEL
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 31 décembre 2014 à 12 heures au 1^{er} janvier 2015 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23637

ARTICLE 1 Monsieur Fabien JACQUEL

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 31 décembre 2014 à 12 heures au 1^{er} janvier 2015 inclus.

ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 2 décembre 2014.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 08/12/2014
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne
Tél : 05.61.39.00.00
Fax : 05.62.24.92.94

**ARRETE PORTANT OCCUPATION PRIVATIVE
SANS EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2213-1 à L. 2213-6-1,

VU la demande présentée par Mme Martine Latrubesse, Présidente du Secours Populaire Français de Saint-Orens de Gameville,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'arrêté d'occupation du domaine public sans emprise.

ARRETE N° 23633/2014

ARTICLE 1

Il est accordé au pétitionnaire une autorisation d'occupation privative sans emprise du domaine public communal pour l'organisation du « Père Noël Vert ».

**LE SAMEDI 13 DECEMBRE 2014
DE 6H30 A 16H00
SUR LE PARKING HENRI PUIS**

ARTICLE 2

Le Secours Populaire Français de Saint-Orens de Gameville devra prendre toutes les dispositions utiles pour sécuriser le périmètre d'accueil des visiteurs.

ARTICLE 3

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de Saint-Orens de Gameville.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 1^{er} décembre 2014,

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : néant
Et publication, affichage ou notification le :



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
SUR UNE PARTIE DU PARKING HENRI PUIS A L'OCCASION
DU PERE NOEL VERT 2014**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU la demande de Madame Martine LATRUBESSE, Présidente du Secours Populaire Français de Saint-Orens de Gameville,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement du « Père Noël Vert » organisé par le Secours Populaire Français de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

ARRETE N°23631/ 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « Le Père Noël Vert » organisé par le Secours Populaire Français de Saint-Orens de Gameville, le stationnement de tous types de véhicules sera interdit sur le parking H.PUIS sur une surface d'environ 100 m² pour l'installation de tentes. Ce périmètre sera délimité par des barrières de voirie :

**DU JEUDI 11 DECEMBRE 2014 – 7H00
AU LUNDI 15 DECEMBRE 2014 – 16H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les Services Municipaux.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 1^{er} décembre 2014,

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après

- affichage le : 11 décembre 2014

- publication le :

Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU CENTRE A L'OCCASION DU MARCHE DE NOEL 2014**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU la demande de Monsieur Serge MEXES, Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement du marché de Noël organisé par le Comité des Fêtes de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques, de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE N°23630/ 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « Marché de Noël », la circulation et le stationnement de tous types de véhicules sera interdite **RUE DU CENTRE** dans sa totalité, à l'exception des organisateurs, des exposants du marché de Noël, des services d'urgences et des services municipaux :

**LE DIMANCHE 7 DECEMBRE 2014
DE 6H00 A 20H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie par les services municipaux et mise en place par les organisateurs.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 1^{er} décembre 2014,

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après

- affichage le : 6 décembre 2014

- publication le :

Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SUR LE PARKING DE LA MAISON DE LA PETITE ENFANCE A L'OCCASION DU
MARCHE DE NOEL 2014**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU la demande de Monsieur Serge MEXES, Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement du marché de Noël organisé par le Comité des Fêtes de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques, de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE N°23629/ 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « Marché de Noël », la circulation et le stationnement de tous types de véhicules sera interdite sur **LE PARKING DE LA MAISON DE LA PETITE ENFANCE**, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux :

**DU SAMEDI 6 DECEMBRE 2014 – 14H00
AU DIMANCHE 7 DECEMBRE 2014 - MINUIT**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie par les services municipaux et mise en place par les organisateurs.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 1^{er} décembre 2014,

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après

- affichage le : 6 décembre 2014

- publication le :

Et après transmission en Préfecture : Néant

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DIRECTION DES RESSOURCES
HUMAINES

ARRÊTÉ INSTITUANT UN BUREAU DE VOTE POUR L' ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATÉGORIE C

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

Vu la Loi n° 84-53 du 26/01/84, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret du 89-229 du 17/04/89, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 95-1018 du 14/09/95, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques,

Vu l'arrêté ministériel du 03/06/14 fixant au 04/12/14 la date de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté municipal n° 23618 en date du 24/11/14, instituant un bureau de vote pour l'élection des représentants du personnel à la CAP de catégorie C

Considérant qu'une erreur de rédaction s'est glissée dans l'article 1^{er} de l'arrêté n° 23618 et qu'il convient donc de retirer ledit article,

ARRÊTONS SOUS N° 23622

ARTICLE 1 : L'arrêté municipal n° 23618 en date du 24/11/14 est retiré pour illégalité.

ARTICLE 2 : Il est institué à la Mairie de Saint-Orens de Gameville, 46 avenue de Gameville, 31650 SAINT-ORENS, un bureau de vote pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de catégorie « C » placée auprès du Centre de gestion de la Haute-Garonne, dont relève le personnel de la Commune de Saint-Orens.

ARTICLE 3: Le bureau de vote sera composé comme suit :

Les Présidents : M. KOUNOUGOUS le matin
M. RENVAZÉ l'après-midi
Suppléant : M. MASSA

Secrétaires : Mme BOCCHINI le matin
Mme DELAGE l'après-midi

Délégués des organisations syndicales :

Liste CGT : Mme TAMAAZAIA le matin
Mme ESCUDERO l'après-midi
Suppléant : Mme MURAT

Liste FO : Mme AMILLASTRE
Suppléant : M. GAJAN

Liste CFDT M. ALBERT le matin
Mme ESTANO l'après-midi

ARTICLE 4 : Le bureau de vote sera ouvert le 4 décembre 2014 de 8 heures 30 à 17 heures.

ARTICLE 5 : Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 6 : M. Damien CÔTE, Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Orens de Gameville le 26 novembre 2014

Alain MAESTRINI
Premier Adjoint



Finances et
Ressources Humaines

Affiché en mairie le :
Transmis à Monsieur le Préfet le :
Transmis au délégué de chaque liste,
Transmis au Centre de Gestion de la Haute-Garonne

Le Maire

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'affichage.*

Demande déposée le 13/10/2014

N° PC 031 506 13 00024 M01

Par :	SARL CSP PROMOTION
Demeurant à :	51 bis CHEMIN DES CARMES 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur SIRBA Pierre
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	54 RUE DE FONDARGENT BT 18p

Surface de plancher
créée : 0

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvée le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300024 délivré le 31/07/2013,

Vu la Déclaration Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux en date du **21/07/2014**, déposée en mairie en date du 22/07/2014, relative au permis de construire susvisé,

Vu la visite de conformité en date du 25/09/2014,

Vu le dépôt du permis de construire modificatif n° 031 506 1300024 M01 en date du 13/10/2014, demandé suite à la visite de conformité susvisée.

Vu le complément de dossier déposé le 21/11/2014

ARRETE N° 23 621

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 10/12/2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : **11 DEC. 2014**



**ARRETE MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

Rue des Chanterelles au niveau de la Chapelle

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et R 417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordé à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 24 novembre 2014 de :
Communauté Urbaine Toulouse Métropole, pôle Sud Est, Régie des Travaux – 33 chemin de la Butte - 31400 TOULOUSE

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de terrassement et d'abaissement des bordures pour un passage piétons, effectués par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole en agglomération, **rue des Chanterelles au niveau de la Chapelle**

ARRETONS sous N° 23620

ARTICLE 1

- La circulation sera restreinte avec occupation sur une file
- Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier
- La sécurité des piétons et des cycles devra être systématiquement assurée.

**Durée des travaux:
1er au 5 décembre 2014**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de la CUTM sera mise en place, entretenue par cette dernière, sous le contrôle de la Commune et maintenue de jour comme de nuit.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 134 du Livre 1 huitième partie de la signalisation temporaire toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOR EN471. Le non-respect de cette mesure entraînera l'exclusion du chantier de la personne non protégée.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

La CUTM sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le - 2 DEC. 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETÉ MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
REGLLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

Rue du Vallon

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et R 417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordé à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 20 novembre 2014 de l'entreprise :
- LHERM TP chemin Dubac 31270 CUGNAUX, pour le compte de Communauté Urbaine Toulouse Métropole, 109 av de Lespinet 31400 TOULOUSE

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de requalification de la voie par l'entreprise LHERM TP, rue du Vallon, il y a lieu de modifier la circulation sur cette voie ;

ARRETONS sous N° 23619

ARTICLE 1

- La circulation sera restreinte avec occupation sur une file
- Le trottoir sera occupé
- Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier
- La sécurité des piétons et des cycles devra être systématiquement assurée.

Durée des travaux:
26 novembre 2014 au 30 janvier 2015

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de LHERM TP sera mise en place, entretenue par cette dernière, sous le contrôle de la Commune et maintenue de jour comme de nuit.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 134 du Livre 1 huitième partie de la signalisation temporaire toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la

norme AFNOR EN471. Le non-respect de cette mesure entraînera l'exclusion du chantier de la personne non protégée.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

LHERM TP sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7

Le Maire de SAINT ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires.
- la Police Municipale.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE, le

- 2 DEC. 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le

